



AUDIENCES PUBLIQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA PRODUCTION PORCINE

NOTES D'OUVERTURE

**de Clément Pouliot, Président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec
Saint-Hyacinthe, 22 octobre 2002**

Bonsoir madame la présidente,
Bonsoir messieurs les commissaires,
Mesdames, messieurs,

Ce soir, je me sens participer à un moment charnière dans l'évolution de l'agriculture québécoise. J'ai la nette impression que les semaines et les mois à venir constitueront la base d'un tournant pour la production porcine du Québec.

Ces semaines d'échanges monopoliseront l'attention de tous les Québécois et Québécoises qui sont intéressés à cette question. L'ensemble du dossier et son issue retiendront aussi l'attention des sociétés extérieures, notamment nord-américaines et européennes. En ce sens, le mandat qui vous a été attribué, madame et messieurs les Commissaires, est crucial.

Je voudrais vous remercier de m'avoir invité à prendre part à ce moment privilégié. Cette première participation ne sera pas la dernière. Tout au long de l'exercice, nous serons présents avec la volonté ferme de faire des audiences un succès de « conciliation » et de « réconciliation ».

Nous serons à l'écoute et ouverts aux échanges. Nous contribuerons également à fournir de l'information aux participants et à examiner les pistes de solutions gagnantes pour tous.

Je m'adresse donc à vous ce soir avec cœur, passion, fébrilité et espoir.

Je voudrais, en bref, vous tracer le cheminement de l'agriculture et plus spécifiquement de la production porcine au cours des 40 dernières années. Pourquoi les 40 dernières années ? Parce que c'est mon âge.

Je suis né sur la ferme et j'y travaille depuis que je suis tout jeune. Je souhaiterais, à travers mon histoire qui est celle de bien d'autres agriculteurs, dépendre, non dans les détails, l'agriculture d'hier à aujourd'hui en faisant ressortir les forces, les acquis et les défis.

Je suis convaincu que, peu importe les solutions qui résulteront des échanges, celles-ci ne pourront rejeter du revers de la main les éléments positifs qui ont permis et qui permettent de développer le modèle d'agriculture que nous connaissons au Québec. Ce modèle que plusieurs pays regardent avec envie.

En misant sur les forces que nous avons déjà et en concentrant nos énergies sur les défis à relever, des solutions viables se profileront inévitablement.

Je suis né à Sainte-Claire-de-Bellechasse dans la maison paternelle. Mes parents étaient agriculteurs à temps plein. Nous avions, à l'époque, une petite ferme avec quelques vaches et quelques poules.

À 7 ans, j'ai commencé à ramasser des œufs ici et là en compagnie de ma mère. C'est vers l'âge de 11 ans que mon travail véritable s'est amorcé et qui, depuis, n'a jamais cessé. Dès ce jeune âge, toutes mes fins de semaine et mes vacances étaient déjà consacrées au travail à la ferme. À 15 ans, se sont ajoutés les matins et les soirs, en plus de l'école.

Dans les années 1970, l'agriculture était précaire, il n'y avait pas de mécanismes agricoles collectifs d'intervention, les lois étaient peu nombreuses et l'aide de l'État intervenait de façon ad hoc, en cas d'urgence extrême. Tous les agriculteurs que nous connaissions survivaient dans des conditions difficiles, comme nous, tant sur le plan financier que sur le plan des conditions de travail.

Au niveau de l'environnement, nous ramassions les fumiers à la fourche, mêlés à la paille, et les mettions dans un tas. Il arrivait que le lixiviat aille au ruisseau. Le reste était souvent épandu fin novembre. Nous utilisions aussi des engrais chimiques sur nos champs sans plan de fertilisation. Nous n'avions pas non plus de connaissances agronomiques et l'assistance technique était loin d'être monnaie courante.

Sur notre ferme, c'est vers le milieu des années 1970 que nous avons commencé à être plus sensibilisés à l'environnement. C'est alors que nous avons construit nos premières structures d'entreposage qui étaient loin d'être étanches.

Au niveau des conditions de travail, c'était difficile et périlleux. Les bâtiments étaient mal organisés et nous n'avions pas de bons équipements. Nous n'avions pas vraiment conscience des dangers d'accidents et des impacts sur notre santé que notre travail pouvait engendrer.

En ce qui touche la salubrité des bâtiments, ce n'était guère mieux. Les constructions laissaient entrer la vermine et les petits animaux porteurs de maladies. Notre manière de travailler n'était pas axée sur les mêmes notions d'hygiène que maintenant.

Nous n'étions pas de mauvais agriculteurs, au contraire. Nous étions dans la moyenne et nos résultats étaient à l'égal de notre niveau de connaissances et de soutien.

C'est vers le milieu des années 1970 que j'ai commencé à m'intéresser au syndicalisme agricole et à m'impliquer. Mon but était d'améliorer nos conditions de travail qui étaient très ardues. Je voulais collectivement participer au changement. J'ai vu rapidement l'importance de se regrouper pour faire avancer les choses et, en priorité, améliorer les conditions du marché pour mieux subsister.

Il y a eu aussi les lois agricoles qui se sont instaurées petit à petit et qui ont permis au secteur de mieux se structurer. Sinon ? Qu'en serait-il aujourd'hui de cette industrie primaire la plus importante au Québec ?

Rappelons-nous la loi sur la mise en marché des produits agricoles en 1956, la loi sur les producteurs agricoles en 1972, la loi sur l'assurance-stabilisation en 1975 et la loi sur la protection du territoire agricole en 1978. Ces changements législatifs ont été le choix de

l'ensemble de la société pour vitaliser le monde agricole jugé primordial pour le Québec. Ce fut un premier pacte social.

Outre les lois agricoles, l'approche collective développée au sein du monde agricole québécois a été une des clés dans l'évolution de notre agriculture. J'ai défendu cette approche avec ardeur dès le début de mon implication syndicale.

Les Plans conjoints ont permis à divers secteurs agricoles de survivre puis de se développer grâce à la mise en place de systèmes de vente centralisés et organisés. La mise en marché collective est apparue comme la seule porte de sortie pour nous garantir l'équité et la stabilité du marché.

Ce mécanisme collectif a été implanté en production porcine en 1989. C'est à ce moment que notre secteur d'activité s'est donné les moyens pour progresser à tous les points de vue. De façon quantitative, oui, mais aussi qualitative. Et c'est peut-être ce dernier attribut qui est oublié trop souvent.

Ce mécanisme a permis de développer l'abattage et la transformation et de garder les retombées économiques au Québec. En permettant aussi la gestion centralisée de l'information, la qualité du produit n'a cessé de s'optimiser.

Ce mécanisme a aussi permis d'assurer un prix égal pour tous les producteurs, indépendamment de la taille de l'entreprise et de la région où il se trouvait. En effet, le système de mise en marché collective est un outil qui rend possible une meilleure répartition de la production porcine, car il assure un revenu équitable à tous les producteurs, quelle que soit leur localisation.

Vous me direz qu'il y a tout de même eu concentration de la production au cours des dernières années ? Oui, parce qu'historiquement la production agricole s'est toujours rapprochée des services, notamment de l'abattage. Cependant, nous avons l'outil en main pour relever le défi d'une meilleure répartition de la production.

Mais, le Plan conjoint permet non seulement un commerce équitable. Il permet aussi la mise en œuvre d'outils de développement. À partir du début des années 1990, grâce aux prélevés sur chaque porc vendu, les producteurs de porcs du Québec ont commencé à se doter de programmes continus d'amélioration.

Le virage environnemental et de la qualité que nous avons commencé à prendre, mon frère et moi, dans les années 1980 avait ses limites par manque de soutien. Le Plan conjoint a donc permis de constituer des fonds d'assistance :

- ◆ Un fonds de recherche
- ◆ Un fonds de promotion du produit
- ◆ Un fonds de soutien technique

Les résultats positifs de cette prise en main collective, je les ai vus sur ma propre ferme. Comme bien d'autres producteurs, j'ai vu nos conditions s'améliorer pour devenir plus décentes et se répercuter sur la qualité de notre travail et de notre produit. Nous étions de plus en plus fiers de notre métier.

Bien que mon frère et moi avons déjà commencé à négocier notre virage au niveau de l'environnement et de la qualité, ce sont les programmes d'amélioration qui nous ont permis d'accélérer la cadence.

En environnement, un portrait de nos pratiques a été fait. Avec la conscientisation, nous avons installé des équipements pour réduire les volumes de nos lisiers, nous avons introduit une enzyme dans l'alimentation de nos porcs pour réduire les charges en phosphore, nous nous sommes dotés de structures d'entreposage étanches et nous épandons notre engrais avec une rampe au sol pour réduire les odeurs. Bien entendu, nous suivons notre plan de fertilisation à la lettre. Nous sommes aussi membres d'un club-conseil en agroenvironnement.

Au niveau de la qualité, nous suivons de près le programme québécois d'assurance de la qualité mis de l'avant par la Fédération. Nous remplissons des registres de salubrité, la génétique que nous utilisons nous permet de produire une viande qui répond aux goûts des consommateurs et nous suivons de près tout ce qui touche les conditions d'élevage pour toujours nous améliorer. Croyez-moi, je peux témoigner que nos animaux vivent dans de bien meilleures conditions qu'autrefois.

Notre santé financière s'est aussi améliorée. On réussit à vivre un peu plus décemment avec un soutien minimal de l'État. En production porcine, sur des moyennes de cinq ans, 95 % des revenus proviennent du marché.

Contrairement à ce que bien des gens pensent, les producteurs agricoles ne roulent pas sur l'or. Oui, ils ont droit à un soutien gouvernemental comme tous les producteurs agricoles du monde. Oui, ils ont des immobilisations, mais pour suivre le courant et constamment optimiser les pratiques pour répondre aux exigences environnementales et de qualité, des investissements majeurs sont nécessaires annuellement. Notre marge de manoeuvre est très mince et, ça, les gens ne le savent pas.

En tant que producteur, je reçois le même prix pour mon produit que mon père recevait il y a 30 ans ! Pouvez-vous imaginer ce que cela implique quand on sait que sur 30 ans, le coût de la vie a presque quintuplé ?

Les fermes porcines et les entreprises agricoles en général se sont adaptées à cette réalité en faisant des économies d'échelle et en devenant plus productives tout comme d'autres secteurs d'activité économique.

Je voudrais revenir sur les outils collectifs que le monde agricole s'est donnés. Sans eux, le portrait de l'agriculture québécois serait tout autre. Des fermes familiales dont tout le monde parle, il n'y en aurait guère. Et je considère que la mienne fait partie de cette catégorie, comme la majorité des entreprises d'ailleurs.

Cet état de fait a permis de développer des modèles de production diversifiés et complémentaires : des modèles indépendant, coopératif ou intégré, et nous a prémunis contre le gigantisme agricole que certains pays et provinces connaissent. Nous nous sommes aussi prémunis contre une trop grande concentration d'entreprises agroalimentaires. D'ailleurs, je lisais récemment dans le magazine l'Agora un texte écrit par M. Dufresne, ici ce soir, à l'effet que ... *le modèle québécois est tissé serré, avec ses coopératives et ses syndicats, ce qui lui a permis de mieux résister au modèle américain...*

Cependant, l'agriculture doit évoluer avec son temps. Comme je le disais précédemment, dans les années 1970, la société québécoise a fait des choix et épaulé le monde agricole pour qu'il puisse faire face à l'avenir et demeurer une force socio-économique régionale. Ce que nous souhaitons, c'est qu'avec la société nous élaborions un autre pacte social. Mais celui-ci doit être esquissé sur la base d'une information complète et factuelle, sur la base des acquis et d'une bonne identification des enjeux.

- ◆ L'enjeu de conserver et de développer des modèles de production modernes, complémentaires, à échelle humaine.
- ◆ L'enjeu de mieux répartir la production sur le territoire.
- ◆ L'enjeu de répondre aux attentes des consommateurs en termes de qualité et de salubrité du produit.
- ◆ L'enjeu de l'agroenvironnement. D'une part, de régler les problèmes existants et, d'autre part, de bien agencer les cadres réglementaires. Finalement, de développer une agriculture qui s'intègre davantage à l'environnement.
- ◆ L'enjeu de s'assurer que les producteurs et productrices agricoles vivent décemment de leur travail et avec fierté.
- ◆ L'enjeu économique en traçant bien les objectifs de la société québécoise, ses priorités, ses besoins.
- ◆ L'enjeu d'assurer la relève en créant des conditions de production intéressantes à tous les points de vue.
- ◆ Et, bien entendu, l'enjeu social qui est au cœur du débat et de l'actualité. Cet enjeu déborde des questions d'environnement et de santé. Il touche la cohabitation harmonieuse, le civisme, le partage du territoire rural.

Ce sont de beaux défis. Le monde porcin veut les relever et déjà nous y travaillons.

Jusqu'à maintenant, nous avons réussi à maintenir l'équilibre entre les divers modèles de production.

Nous poursuivons notre travail sur la qualité et la salubrité de notre produit. Plusieurs projets sont sur la table, entre autres, pour réduire l'utilisation de médicaments, modifier l'alimentation des animaux et assurer leur bien-être. La traçabilité est aussi à nos portes.

Le Plan agroenvironnemental, une première dans le monde agricole, donne déjà des résultats. Nous venons de compléter un 3^e portrait de l'avancement des pratiques environnementales à la ferme et nous constatons une progression significative à plusieurs égards. Ces résultats vous seront transmis dans le cadre des audiences.

Nous avons aussi initié un Plan de valorisation de la profession qui se veut un rapprochement avec les communautés. Oui, nous en sommes à nos premiers balbutiements dans ce domaine...

...Mais, tout ce que nous entreprenons depuis les cinq dernières années est en lien direct avec plusieurs des enjeux que j'énonçais précédemment et nous pouvons y faire face en grande partie grâce à nos outils collectifs.

Nous sommes ouverts à ces audiences publiques. Nous les voyons comme une occasion de trouver des solutions nouvelles ou de raffiner celles déjà mises en chantier, ensemble, dans la convergence et non dans la divergence.

Toutefois, face à ces audiences, nos attentes sont grandes. Nous croyons que seules certaines conditions permettront d'en arriver à des solutions gagnantes et efficaces. Nous souhaitons, madame et messieurs les commissaires, que vous soyez les artisans de ces conditions.

Nous nous attendons à ce que vous fassiez ressortir l'information la plus complète possible et que cela fasse en sorte de faire table rase des mythes et des spectres qui circulent depuis plusieurs mois. Ceux-ci portent sur tous les aspects de notre production. Nous souhaitons que les gens fassent la part des choses et que vous puissiez les diriger en ce sens.

Une autre condition qui nous apparaît importante est celle de la viabilité. C'est-à-dire de bien tenir compte de la faisabilité des pistes de solution qui seront suggérées. De tenir compte du niveau d'adaptabilité du secteur porcin. De tenir compte aussi des conditions environnementales, sociales, techniques et économiques requises pour réaliser certaines d'entre elles et des impacts que celles-ci auront à moyen et long terme.

Je tiens beaucoup à dire ceci : l'agriculture ce n'est pas un rêve. Ceux qui en vivent le savent. Ils sont au fait de tout le travail qu'il y a derrière chaque animal, chaque grain de blé. On voit encore l'agriculteur de façon bucolique. On le trouve sympathique ainsi. Le fait que nous soyons des entrepreneurs qui oeuvrent sur des entreprises est mal vu. Pourquoi ?

Parce que depuis plus de dix ans, il y a un fossé qui s'est élargi entre les populations et les agriculteurs. Les gens ne sont pas informés des changements qui se sont opérés au sein du monde agricole et des raisons qui expliquent cette évolution. Les agriculteurs, de leur côté, ont été trop discrets, mais aussi, ils ont omis de peut-être mieux intégrer certaines facettes de leur évolution à leur milieu immédiat.

Une de nos attentes, madame la présidente, est que vous donniez le coup de pouce nécessaire pour rétrécir le fossé qui existe entre les perceptions et la réalité. Nous savons que nous avons notre bout de chemin à faire et nous le ferons, soyez en assurée.

- ◆ Nous sommes 4400 producteurs et productrices de porcs répartis dans 12 régions du Québec.
- ◆ Notre secteur représente 21 % des recettes de la production agricole du Québec.
- ◆ Nous produisons 7 millions de têtes par année, soit 0,5 % de la production mondiale.
- ◆ L'ensemble du secteur porcin québécois contribue à créer près de 30 000 emplois.
- ◆ Les retombées économiques qui émanent de notre secteur d'activité sont de 3,7 milliards par année.

- ◆ Nous exportons la moitié de notre production dans plus de 75 pays dont le Japon et les Etats-Unis.
- ◆ La qualité de notre cheptel est reconnue mondialement.

Cela peut paraître prétentieux ou corporatiste de mettre en lumière quelques résultats concrets comme je viens de le faire. Ce n'est pas le but que je veux atteindre. Je veux plutôt dégager un peu de fierté de la part des intéressés parce que je pense que nous avons réussi à développer un secteur d'activité dont nous devons être fiers en tant que Québécois, d'autant plus que toutes les entreprises porcines au Québec, peu importe leur modèle, sont québécoises.

Rien n'est parfait, nous en convenons. Nous sommes conscients des problématiques et loin de moi l'intention de balayer la poussière sous le tapis ou de jeter de la poudre aux yeux. Nous sommes ici ce soir pour travailler ensemble parce que nous voulons tous améliorer la situation. Notre but est commun, voilà un bon départ pour les discussions à venir.

Cependant, nous ne partons pas à zéro. L'expérience des générations précédentes, les connaissances et les mécanismes les plus récents doivent être intégrés dans nos réflexions. Il faut aussi tenir compte que tout virage doit nécessairement être soutenu socialement, économiquement et techniquement.

Le programme est lourd et chargé pour tous les acteurs qui vont participer à ce vaste exercice public au cours des prochains mois. À mon avis, nous sommes tous une petite partie de la solution. Notre vision doit être bilatérale, voire multidimensionnelle. Notre plus grand défi est l'acceptabilité mutuelle, le respect mutuel.

Nous avons travaillé fort, mon frère et moi, pour en arriver où nous en sommes. Nous avons maintenant 200 truies, 1300 porcs en inventaire et 15 000 poules pondeuses. À cela, s'ajoutent 400 acres de terre cultivés en rotation. Pour le volet porcin, 90 % des entreprises québécoises sont à peu près de la même taille.

Notre ferme est bien intégrée à son milieu. Nous sommes loin d'être nostalgiques du passé. L'évolution agricole, nous l'avons vécue jour après jour et nous voulons continuer de progresser de façon durable dans la modernité, et non régresser.

Dans les années 1980, lors de nos réunions syndicales, le mot environnement n'apparaissait jamais à l'ordre du jour. Depuis plus de 5 ans, je participe régulièrement à des comités qui ne travaillent que sur cette question pour faire avancer les choses. Est-ce que je vous surprendrais en disant que nous parlons maintenant régulièrement de cohabitation... Les temps changent... positivement, je crois.

Bonnes audiences à tous et merci beaucoup de m'avoir écouté.